



COMMUNE DE ZUDAUSQUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Saint-Omer

Canton de Lumbres

Commune de Zudausques

Séance du 28 avril 2026

**Objet : recrutement contrats de droit
privé**

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de votants : 14

Nombre de suffrages exprimés : 15

Vote(s) pour : 15

Vote(s) contre : 0

L'an deux mil vingt-six, le 28 avril à 18H00, le conseil municipal s'est réuni en la salle d'honneur sous la présidence de M. Didier BEE, maire de la commune, en suite de la convocation en date du 23 avril 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie (salle d'honneur) et publié sur le site de la commune.

Étaient présents : Didier Bée, Arminda Giovacchini, Bruno Helleboid, Anne-Gaëlle Gawlowicz, Jacques Bocquet, Colette Lemaire, Philippe Guillemant, Ludovic Ribreux, Audrey Deluen, Jean-Pierre Declerck, Lucie Wissocq, Maryne Mouquet, Didier Popieul, Christelle Leroy (14/15)

Était absent excusé :

Pouvoir : Yannick Deroo à Didier Popieul (1/15)

Secrétaire de séance : Arminda Giovacchini

Le rapporteur expose au conseil municipal

La nécessité d'une délibération de principe pour pouvoir procéder au recrutement sous contrat de droit privé de contrats aidés selon les dispositifs de l'État en vigueur mais aussi pouvoir accueillir des contrats d'apprentissage, mais encore des volontaires du Service National Universel ou à un service Civique.

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'autoriser monsieur le maire à recruter des agents sous contrat de droit privé dans la limite de ce qui suit :
 - Au maximum 3 emplois aidés selon dispositifs de l'État en vigueur
 - Au maximum deux contrats d'apprentissage
 - Au maximum 2 volontaires pour un Service National Unique
 - Au maximum deux service Civique
- D'autoriser monsieur le maire à intervenir à la signature des contrats décrits ci-dessus.

- Les crédits nécessaires pour la rémunération de ces contrats sont inscrits aux budgets de la collectivité.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Zudausques dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Pour extrait conforme

Cachet



Le maire,
Didier Bée.

La ou le secrétaire de séance